

Mémorandum de la communauté des Rwandais vivant en Europe concernant l'invitation du Président Paul Kagame aux journées européennes de développement du 7 au 8 juin 2017 à Bruxelles

Introduction

Il ne peut y avoir de développement authentique et durable en dehors des institutions justes et démocratiques. Alors même que le Président du Rwanda vient de faire changer la constitution pour rester au pouvoir indéfiniment et que l'Union européenne vient de justement décider de ne pas y envoyer d'observateurs pour les présidentielles (mascarades électorales) d'août 2017, c'est avec stupéfaction et consternation que les associations et organisations politiques des Rwandais vivant en Europe ont appris l'invitation de Paul Kagame aux journées européennes de développement. En effet, le Rwanda est souvent cité comme un modèle de développement en Afrique et son président comme un leader visionnaire. Mais quelle est la réalité de ce développement mis en avant par les médias et les groupes de lobby pro FPR (Front Patriotique Rwandais, parti au pouvoir depuis 1994) ? Quelle est la vraie nature du régime dirigé par Paul Kagame ? Les Nations Unies ont adopté, pour la période 2016-2030, dix-sept objectifs de développement durable parmi lesquels figurent des intentions relatives à la lutte contre la pauvreté, la faim, les inégalités ou l'injustice, et en faveur de la paix, de l'éducation, de la santé, ou du travail décent. Ayant à l'esprit ces objectifs, nous souhaitons dans ce mémorandum, au-delà de la rhétorique développée et répandue par les lobbyistes du FPR, attirer l'attention sur quelques-uns des éléments essentiels relatifs à la situation socio-économique et politique du Rwanda et qui renseignent sur la vraie réalité du développement dont se prévaut le régime du FPR.

Manipulation des chiffres

La rhétorique autour du miracle économique rwandais n'est pas étayée par des données empiriques. Plusieurs chercheurs et universitaires comme F. Reyntjens¹, A. Ansoms², E. Marijnen, G. Cioffo, J. Murison, D. Himbara³ et beaucoup d'autres ont démontré que les chiffres sur la réduction de la pauvreté et des inégalités fournis par le régime rwandais ont été, ces dernières années, manipulés dans le but de garder une bonne image aux yeux des investisseurs et des donateurs d'aide.

Insécurité alimentaire et pauvreté croissante

Le Rwanda connaît aujourd'hui une pauvreté rurale, une insécurité alimentaire et un taux de chômage sans précédent. Au Rwanda plusieurs ménages souffrent actuellement de la faim. Selon le rapport du Programme alimentaire mondial de 2015, il y a actuellement plus d'enfants en retard de croissance qu'il n'y en avait il y a 10 ans en raison de la malnutrition. La situation de famine qui a déjà trop duré est tellement dramatique et surtout ne laisse aucun espoir aux Rwandais à tel point qu'ils ont dû lui trouver un nom assez explicite « NZARAMBA » (signifiant, littéralement, « permanent »). Les autorités rwandaises s'évertuent de nier la réalité et choisissent de parler de simple crise passagère. « Nzaramba » sévit dans tout le pays et touche une grande couche de la population. Beaucoup de Rwandais fuient vers les pays voisins,

¹Filip Reyntjens, 'Lies, Damned Lies and Statistics: Poverty Reduction Rwandan-Style and How the Aid Community Loves It', *African Arguments*, 2015 <<http://africanarguments.org/2015/11/03/lies-damned-lies-and-statistics-poverty-reduction-rwandan-style-and-how-the-aid-community-loves-it/>> [accessed 24 May 2017].

²An Ansoms and others, 'Statistics versus Livelihoods: Questioning Rwanda's Pathway out of Poverty', *Review of African Political Economy*, 2016 <<https://doi.org/10.1080/03056244.2016.1214119>>.

³David Himbara, *Kagame's Economic Mirage* (North Charleston, S.C: CreateSpace Independent Publishing Platform, 2016).

principalement vers l'Ouganda. Selon de nombreux observateurs, analystes et chercheurs⁴cette famine est une des conséquences directes des choix politiques cyniques concernant notamment les réformes agraires imposant, entre autres, la monoculture. Ces réformes ont profité à un très petit nombre de producteurs riches et ont causé l'augmentation du prix des produits alimentaires et ainsi de la malnutrition chez la masse des petits paysans et des moins nantis.

Lacunes importantes au niveau du système de sante □

Le régime rwandais affiche la mutuelle nationale comme un gadget de communication. Mais la réalité est que cette structure est mal gérée, inefficace et pas du tout durable. L'adhésion et la cotisation sont obligatoires. Ceux qui, faute de revenus suffisants, n'ont pas d'argent pour payer, sont menacés d'emprisonnement et sont ainsi contraints de vendre ce qu'ils possèdent comme biens les plus élémentaires, y compris leur petite terre, les vivres ou le bétail. De plus, en dépit de tous ces sacrifices, nombreux parmi eux ne trouvent pas de soins ou de médicaments dont ils ont besoin, soit parce que le gouvernement ne paie pas les fonds de contrepartie, soit parce que ces fonds sont détournés ou mal gérés. Au-delà de la question de la mutuelle, le système de santé reste encore rudimentaire : insuffisance de personnel bien formé (médecins, infirmières, sage femmes, dentistes...)

Monopole et inégalités

Les entreprises du FPR, telles Crystal Ventures qui rassemble en son sein Ruliba Clays Ltd, Inyange Industries, Mutara Enterprises, East African Granite Industries, Bourbon Coffee, CVL Developpers, Real Contractors, Intersec, GPS Ltd, NPD Cotraco, MSG...et bien d'autres, exercent le monopole dans presque tous les secteurs de l'économie rwandaise. Cela crée une situation de concurrence déloyale dans laquelle les entreprises locales, en particulier, les TPE et les PME ne peuvent pas se développer. Un petit groupe de personnes proches du pouvoir profite des biens du pays. Les politiques publiques que le régime met en place visent à perpétuer ce système de privilèges qui rend ses protégés, déjà riches, plus riches encore et les pauvres plus pauvres. L'une des illustrations de ces profonds et dangereux écarts de richesses est le cas personnel du Président Paul Kagame, qui possède, entre autres biens, des jets privés loués à l'Etat au prix fort, que lui-même fixe, et dont il tire des revenus mirobolants pendant que la famine fait des ravages un peu partout dans le pays, que les étudiants n'ont pas de bourses, que les médicaments manquent ...Un autre exemple illustrant la politique délibérée d'institutionnalisation des inégalités profondes est le salaire minable que le régime a décidé de donner aux enseignants. L'enseignant de l'école primaire, jadis pivot et étendard du développement du Rwanda, diplômé qui vient de débiter sa carrière ne reçoit qu'un salaire de 44 000 FRW, c'est-à-dire moins de 50 euros par mois (1 euro = 943 FRW au 28-05-2017). Un ministre reçoit un salaire de plus de 3.000.000 de FRW, si l'on considère tous les autres avantages comme la location de la maison, frais de communication... qui lui sont accordés. C'est plus de 68 fois le salaire de l'enseignant.

Exclusion sociale

Le régime du FPR dirigé par Paul Kagame exclut une partie de la population sur la base ethnique. Les Hutus et les Twa sont exclus du pouvoir réel (au-delà des postes politiques sans réel pouvoir). Un petit groupe de Tutsi gravitant autour du dictateur, monopolise le pouvoir militaire, politique et économique. Une récente étude de l'université de Californie à Los Angeles (UCLA) dirigée par le professeur Andreas Wimmer a révélé que la Syrie, le Soudan et le Rwanda étaient aujourd'hui les pays où les discriminations étaient les plus graves. Cette étude attire l'attention sur le fait que l'exclusion des groupes ethniques du pouvoir est un

⁴ Neil Dawson, Adrian Martin, and Thomas Sikor, 'Green Revolution in Sub-Saharan Africa: Implications of Imposed Innovation for the Wellbeing of Rural Smallholders', *World Development*, 78 (2016), 204–18, University of East Anglia, Norwich, <<https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2015.10.008>>. Voir aussi: Serge Dupuis, 'Commémorer Le Génocide Des Rwandais Tutsis à Kigali? Le Rwanda Aujourd'hui' (Fondation Jean Jaurès, 2016) <https://jean-jaures.org/sites/default/files/rwanda_sergedupuis.pdf>.

terreau propice à la guerre civile et aux conflits violents⁵. Il faut remarquer que cette exclusion sociale touche de manière encore plus fondamentale les femmes.

Taxes inéquitables, trop élevées, arbitraires

Beaucoup de PME sont obligés de mettre fin à leurs activités à cause des taxes trop élevées. En outre, le régime oblige les Rwandais à donner des contributions soi-disant volontaires. Ces agissements ne sont pas nouveaux. Déjà en 2012, *Les Country Reports for Human Rights Practices for 2012*⁶ du Département d'État des États-Unis signalaient ces contributions forcées aux fonds comme Agaciro. Les Rwandais redoutent la période des élections présidentielles aussi parce que la contribution forcée qui leur est demandée pour la campagne est largement au-dessus de leurs moyens. A ce propos, le régime du FPR vient-il d'ordonner aux salariés du Rwanda de verser 50% de leur salaire comme « contribution spéciale » à la campagne de Paul Kagame, candidat du FPR aux simulacres d'élections présidentielles d'août prochain. Pendant ce temps des sommes faramineuses sont payées aux groupes privés de lobbying un peu partout dans le monde pour continuer à vendre l'image de Paul Kagame comme excellent dirigeant.

Education de qualité médiocre et chômage de masse

L'enseignement et la formation qui normalement constituent des piliers majeurs du développement sont, au Rwanda, négligés. La qualité de l'enseignement des écoles publiques qui accueillent la majorité des enfants rwandais est très mauvaise. Les enseignants de l'école primaires sont délibérément très mal payés. Les parents riches envoient leurs enfants dans des écoles privées très chères et/ou dans des universités occidentales. Le département britannique pour le développement international, qui accorde une aide financière considérable au secteur de l'éducation au Rwanda fait un constat pour le moins triste « *atteindre un niveau de scolarisation de la quasi-totalité des enfants mais dont la grande majorité d'entre eux n'arrivent à avoir le niveau d'alphabétisation ou de calcul de base n'est pas, à notre avis, un signe de développement réussi. Cela représente un faible rendement sur l'investissement ...* ». Ce faible niveau d'éducation aggrave le problème de chômage. Selon le rapport de la Banque africaine de développement 2012, 42% des jeunes sont au chômage ou sous-employés dans les zones rurales. Ce taux de chômage n'a depuis cessé de s'accroître.

Problème des réfugiés

Le Rwanda a aujourd'hui le plus grand nombre de réfugiés de toute son histoire. Ces réfugiés sont exclus des biens du pays. Le régime de Kigali poursuit les réfugiés politiques dans leurs pays d'exil. Ainsi par exemple Mr Sendashonga, l'ancien ministre de l'intérieur sous la présidence de Mr Kagame a été assassiné à Nairobi en mai 1998. Plus récemment, en janvier 2014, Mr Karegeya a été assassiné en Afrique du Sud.

Régime totalitaire, absence d'Etat de droit, absence de liberté d'expression, crimes impunis

Le principe de séparation des pouvoirs reste une utopie au Rwanda. Tous les pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) sont concentrés dans les mains d'un dictateur et de ses protégés. Ils les exercent à travers les services de sécurité. L'espace politique est verrouillé. Comme cela se passe dans tous les totalitarismes, le régime cherche à tout contrôler. Des lois sur les crimes de divisionnisme ou d'idéologie génocidaire sont des armes implacables qu'on oppose à ceux qui osent critiquer le pouvoir. Les leaders d'opposition comme Mme Ingabire, Mr Mushayidi et d'autres encore sont en prison. Le rapport de la Freedom House de 2017 considère le Rwanda comme étant « un pays non libre » où les droits politiques et libertés civiles sont bafoués. Le

⁵ *Rapport Du Projet Mapping Concernant Les Violations Les plus Graves Des Droits de l'homme et Du Droit International Humanitaire Commises Entre Mars 1993 et Juin 2003 Sur Le Territoire de La République Démocratique Du Congo* (Nations Unies/HCDH, Août 2010), §517 <http://www.ohchr.org/Documents/Countries/ZR/DRC_MAPPING_REPORT_FINAL_FR.pdf> [accessed 8 August 2013].

⁶ *Country Reports on Human Rights Practices for 2012* <<https://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2012humanrightsreport/#wrapper>> [accessed 30 May 2017].

rapport de Reporters sans frontières de 2017⁷ indique que le Rwanda occupe le rang de 159 sur 180 pays en termes de liberté des médias, derrière des pays qui ont été dévastés par la guerre comme le Libéria 94, la Sierra Leone 85, l'Afghanistan 120, le Sud Soudan 145, la Palestine 135, la République Centrafricaine 113, la RDC 154, l'Angola 125 et l'Irak 158. Selon ce rapport de 2017 « la censure et l'autocensure sont omniprésentes au Rwanda ». Les journalistes critiques envers le gouvernement courent le risque d'être taxés de « divisionnistes », un crime puni de plusieurs années d'emprisonnement. Le président Kagame essaie de se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible afin d'éviter de rendre compte des innombrables atrocités et crimes envers les populations rwandaises et de la région des Grands Lacs africains dont il est soupçonné d'être le responsable. Des rapports d'experts notamment le rapport Gersony ou le rapport Mapping de l'ONU sont assez documentés. Ce dernier rapport de l'ONU publié en 2010 évoque des crimes qui « pourraient être qualifiés de génocide » en ces termes : « Les attaques systématiques et généralisées décrites dans le présent rapport, ayant ciblé de très nombreux réfugiés hutus rwandais et de membres de la population civile hutu et causé leur mort, révèlent plusieurs éléments accablants qui, s'ils sont prouvés devant un tribunal compétent, pourraient être qualifiés de crimes de génocide »⁸

Répression, terreur, violence contre les femmes, les enfants...

Pour se maintenir au pouvoir, le FPR et son président recourent à la violence, à la terreur et à la torture. En plus de nombreux espions, de policiers et de militaires, le pouvoir « utilise » des agents de sécurité de l'Etat, plus connus sous l'acronyme « Dasso » (District Administration Security Service Organ), qui veillent sur chaque dizaine d'unités de ménage. Ces agents tout comme les militaires et les policiers font régner la terreur parmi les citoyens. Ils recourent régulièrement à la torture. L'une des photos date de 2015 et a même été publiée dans un journal pro-gouvernemental « IGIHE »⁹.



Cette violence touche toutes les couches de la population et plus particulièrement ceux qui osent critiquer le pouvoir, ceux qui sont considérés comme des citoyens de seconde zone, ou alors comme des « malpropres » qui salissent la capitale alors même que celle-ci doit rester « très propre » pour impressionner les donateurs d'aide occidentaux. Les femmes vendeuses de rue font partie de ces « malpropres indésirables ». Elles sont régulièrement molestées et parfois battues à mort. C. Tertsakian chercheuse senior de *Human right Watch* écrit : « en mai [2016], des membres des Inkeragutabara, une composante à temps partiel de l'armée rwandaise, ont essayé de saisir les biens de Théodosie Mahoro à la gare routière de Nyabugogo, et l'ont

⁷ Reporters sans Frontières, *Rwanda: Règne de La Censure et L'autocensure* | Reporters sans Frontières, 2017 <<https://rsf.org/fr/rwanda>> [accessed 29 May 2017].

⁸ *Rapport Du Projet Mapping Concernant Les Violations Les plus Graves Des Droits de l'homme et Du Droit International Humanitaire Commises Entre Mars 1993 et Juin 2003 Sur Le Territoire de La République Démocratique Du Congo* (Nations Unies/HCDH, Août 2010), §517 <http://www.ohchr.org/Documents/Countries/ZR/DRC_MAPPING_REPORT_FINAL_FR.pdf> [accessed 8 August 2013].

⁹ IGIHE, 2015, <<http://www.igihe.com/amakuru/u-rwanda/article/kigali-abakozi-babiri-ba-dasso>> [accessed 29 May 2017]. La deuxième photo/ source: <http://www.veritasinfo.fr/article-genocide-rwandais-pourquoi-le-vrai-coupable-n-est-pas-la-france-mais-kagame-123267771.html>

battue jusqu'à ce qu'elle meure »¹⁰ Cela est surprenant si l'on sait que le Rwanda est présenté comme un pays modèle du fait d'avoir au parlement le pourcentage de femmes des plus élevés au monde. Des travaux informés de chercheurs et universitaires¹¹ démontrent que le chiffre élevé de femmes au parlement ne signifie malheureusement pas le développement des droits de la femme ni son empowerment, que cela n'est plutôt qu'un stratagème de plus, s'inscrivant dans une large stratégie de communication, fondé sur l'instrumentalisation. Les enfants de la rue font également partie des « indésirables ». Aussi, en date du 28 avril 2017, les services de la Sécurité de la ville de Kigali, et ceux d'hygiène, en assainissant, à leur manière, l'un des caniveaux de la ville ont-ils aspergé de l'essence sur des « enfants de la rue » qui s'y abritaient avant de les brûler vifs. Deux sont morts sur le champs. Le troisième que l'on voit sur la photo¹² ci-dessous, a été grièvement blessé, selon les dernières nouvelles, ses jours étaient toujours en danger.



Avec toutes ces atrocités comment peut-on, honnêtement, considérer le Rwanda comme un pays modèle de paix et de développement ? L'on peut, par ailleurs se poser la question de savoir pourquoi un régime qui se targue d'avoir instauré la paix et la stabilité dans le pays, déploie en permanence des militaires armés jusqu'aux dents à tous les coins de rue. La réponse est évidemment simple, le régime est conscient que le peuple qu'il opprime n'est pas content, que son silence ne vaut point consentement. Le régime qui s'est imposé par la violence sait qu'il ne pourra se maintenir que par la terreur.

CONCLUSION

L'idéologie et les pratiques du régime du FPR et de son chef Paul Kagame sont incompatibles avec les principes d'un développement et d'une paix durables. Quelques-uns des fondements principaux pour la réalisation des objectifs du développement durable adoptés par l'ONU pour la période 2016-2030, sont le respect des droits humains, l'état de droit, les institutions fortes et justes... Ceux-ci constituent également des conditions indispensables pour la sécurité, la stabilité et la paix civile. Au Rwanda, l'absence de liberté d'expression, le non-respect des libertés civiles, la violence, la terreur, la discrimination et l'exclusion sociale sont autant d'obstacles en contradiction totale avec l'essence même du développement durable.

Soutenir ou encourager un régime totalitaire comme celui dirigé par Paul Kagame, sous prétexte que les chiffres de croissance économique qu'il affiche sont positifs, alors que de très fortes inégalités de répartition des richesses gangrènent le pays et que par ailleurs il est prouvé que ces chiffres sont manipulés à plusieurs égards, c'est se rendre complice du fait de priver le peuple rwandais du développement authentique qu'il mérite. Soutenir le régime du FPR et

¹⁰ Carina Tertsakian, 'Arrêter Les Exactions Contre Les Vendeurs Ambulants Au Rwanda', *Human Rights Watch*, 22 October 2016 <<https://www.hrw.org/fr/news/2016/10/22/arreter-les-exactions-contre-les-vendeurs-ambulants-au-rwanda>> [accessed 29 May 2017].

¹¹ Emmanuel Ndahayo et Aimable-André Dufatanye, *La Violence Politico-Militaire Contre Les Femmes Au Rwanda. De Ndabaga à Ingabire* (Lille: Editions Sources du Nil, 2015).

¹² Source photo: Echos d'Afrique, 'Des Enfants de La Rue Brûlés Vifs Dans Des égouts de La Capitale'

<<http://www.echosdafrique.com/20170503-kigalirwanda-des-enfants-de-la-rue-brules-vifs-dans-des-egouts>> [accessed 30 May 2017].

son chef absolu c'est condamner les générations futures de Rwandais à ne pas naître ou ne pas vivre dans une société de paix et de prospérité. Le modèle de développement promu par le régime du FPR n'est pas durable puisque, brutal, inégalitaire, injuste, discriminatoire en ce sens qu'il exclut, marginalise et paupérise une grande partie de la population. Un tel développement porte en soi des germes de conflits sociaux et de conflits violents que les femmes et les hommes épris de paix se doivent de prévenir.

Nos associations de la société civile et organisations politiques en appellent à la communauté internationale et demandent, en particulier, aux autorités belges et européennes de cesser de soutenir le régime totalitaire du général président Paul Kagame.

Nous vous demandons d'user de votre influence diplomatique, politique et financière pour soutenir le peuple rwandais dans sa lutte pour **l'Etat de droit et pour l'établissement des institutions justes et démocratiques, qui seuls permettent un développement pérenne et durable.**

Fait à Bruxelles, le 31 mai 2017

Pour la société civile :



Natacha Abingeneye
Jambo Asbl
jamboasbl@gmail.com



Daphrose Nkundwa
Reseau Internationale des Femmes pour la Démocratie et la Paix
info-belgique@rifdp-iwndp.org



Rene Mugenzi
Global Campaign for Rwandan human Rights
info@rwandansrights.org



Joseph Matata
Cliir
info@cliir.org



Peter Mutabaruka
Amahoriwacu
info@amahoriwacu.org



Leon Ruhungira
Communauté Rwandaise de Lyon
leonruh@yahoo.fr



Emery Nshimiyimana
Ibukabose & Rengerabose
emetry44@yahoo.fr



Jean-Marie Vianney Ndagijimana
Comité pour l'Unité, la Paix et la Réconciliation
jeanmarie.ndagijimana@gmail.com



Joseph Bukeye
FDU Inkingi
jbukeye11@yahoo.fr



Jean-Baptiste Ryumugabe
P.S. Imberakuri
jean_baptiste36@hotmail.com



Jerome Nayigiziki
Rwanda National Congress
nayigiziki88@gmail.com



Jean Munyampeta
PDP imanzi
acteur.changement@gmail.com



Paul Rusesabagina
PDR ihumure
rusesabagina@gmail.com



Etienne Mazosera
Amahoro PC
etienne.masozera@cra-arc.gc.ca



Thomas Nahimana
Party Ishema
nahimanathom@yahoo.fr



Emmanuel Habyarimana
CNCD – Conseil National pour la Démocratie au Rwanda
em.hame@laposte.net